

Nom de l'organisme : **TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE
BORDEAUX-CARTIERVILLE**

Proposition de règlement
général présentée à
l'assemblée générale
Le 12 novembre 1996

Modifications adoptées
Le 17 juin 1999,
Le 21 octobre 2008

TABLES DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 : LES DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

- Article 1 : Dénomination sociale
- Article 2 : Siège sociale
- Article 3 : Sceau
- Article 4 : Définitions
- Article 5 : Objets

CHAPITRE II : LES MEMBRES

- Article 6 : Définition de membre (*Modifié*)
- Article 7 : Conditions d'admission (*Modifié*)
- Article 8 : (*Carte de membre (retiré)*)
- Article 9 : Responsabilité des membres
- Article 10 : Rémunération et frais de représentation
- Article 11 : Démission (*Modifié*)
- Article 12 : Suspension/Expulsion

CHAPITRE III : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

- Article 13 : Composition
- Article 14 : Procédures de conservation
- Article 15 : Quorum (*Modifié*)
- Article 16 : Vote (*Modifié*)
- Article 17 : Ordre du jour de l'assemblée générale annuelle (*Modifié*)
- Article 18 : Procédures d'élections (*Modifié*)
- Article 19 : Fonctions/pouvoirs de l'assemblée générale annuelle

CHAPITRE IV : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Article 20 : Composition (*Modifié*)
- Article 21 : Éligibilité (*Modifié*)
- Article 22 : Mandat (*Modifié*)
- Article 23 : Démission/destitution/vacances/remplacement
- Article 24 : Fréquence des réunions
- Article 25 : Quorum
- Article 26 : Procédures de convocation
- Article 27 : Vote (*Modifié*)
- Article 28 : Rémunération et frais de représentation
- Article 29 : Fonctions/Pouvoirs (*Modifié*)

CHAPITRE V : LES OFFICIERS

- Article 30 : Officiers
- Article 31 : Élection
- Article 32 : Fonctions/Pouvoirs

CHAPITRE VI : LES COMITÉS

- Article 33 : Comités (*Modifié*)

CHAPITRE VII : ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE DES MEMBRES (*Retiré*)

- Article 34 : Composition
- Article 35 : Fréquence des rencontres
- Article 36 : Quorum
- Article 37 : Procédure de convocation
- Article 38 : Vote

CHAPITRE VIII : LES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

- Article 39 : Exercice financier
- Article 40 : Vérification; expert comptable
- Article 41 : Registre et livres de comptabilité
- Article 42 : Effets bancaires
- Article 43 : Contrats
- Article 44 : Emprunts

CHAPITRE IX : LES DISPOSITIONS FINALES

- Article 45 : Les amendements et les modifications (*Modifié*)
- Article 46 : Dissolution

NOTE : Afin de faciliter la lecture du présent document, l'usage du masculin a été retenu, mais il sous-entend également le féminin.

CHAPITRE I : LES DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 1 : Dénomination sociale

Le nom de la corporation est « Table de Concertation-Jeunesse Bordeaux-Cartierville ». La corporation est constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies de la province du Québec (L.R.Q., chap. C-38).

Article 2 : Siège social

Le siège social de la corporation est situé dans les limites de la Ville de Montréal, à l'adresse déterminée par le conseil d'administration (C.A.).

Article 3 : Sceau

Le conseil pourra, s'il le juge nécessaire adopter un sceau pour la corporation. L'empreinte de ce sceau sera conservée au siège social de la corporation ou à tout autre endroit déterminé par le conseil.

Article 4 : Définitions

À moins que e contexte ne s'y oppose, l'expression :

- 4.1 ADMINISTRATEUR, désigne un membre du conseil d'administration de la corporation.
- 4.2 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, désigne l'assemblée générale annuelle ou spéciale de la corporation.
- 4.3 CONSEIL, désigne le conseil d'administration de la corporation.
- 4.4 CORPORATION, désigne la « Table de Concertation-Jeunesse Bordeaux-Cartierville.
- 4.5 JEUNES ET JEUNESSE, désigne les groupes d'âge entre 0-25 ans.

Article 5 : Objets

À des fins purement sociales et sans intentions pécuniaires pour ses membres ;

- 5.1 Rassembler des personnes préoccupées du sort des jeunes de Bordeaux-Cartierville et motivées à agir pour la jeunesse au sein d'un comité de travail;
- 5.2 Étudier, promouvoir, développer et défendre les intérêts matériels, culturels et sociaux des jeunes de Bordeaux-Cartierville;
- 5.3 Connaître, utiliser et mettre à contribution les ressources existantes du milieu;
- 5.4 Recevoir des dons, legs et autres contributions de même nature en argent, en valeurs mobilières et immobilières, administrer de tels dons, legs et contributions; organiser des campagnes de souscription dans le but de recueillir des fonds pour les fins mentionnées ci-dessus.

CHAPITRE II : LES MEMBRES

Article 6 : Définition de membre

- 6.1 Est membre régulier de la corporation, tout citoyen demeurant sur le territoire de Bordeaux-Cartierville, ou organisme ou institution, apolitiques, oeuvrant à Bordeaux-Cartierville qui adhèrent aux objets de cette dernière et qui œuvrent auprès de la jeunesse.
- 6.2 Est membre auxiliaire tout citoyen ou organisme ou institution ne répondant pas aux critères de membre régulier.
Articles 6.1 et 6.2 modifiés le 21 octobre 2008
Article 6.3 retiré le 21 octobre 2008

Article 7 : Conditions d'admission

- 7.1 Le conseil d'administration, sur demande à cette fin, accorde le statut de membre à tout citoyen de Bordeaux-Cartierville, organisme ou institution oeuvrant à Bordeaux-Cartierville, intéressée aux buts et aux activités de la corporation et qui se conforme aux normes d'admission. Chaque membre, pour être en règle doit avoir complété annuellement son formulaire d'adhésion et devra verser à chaque année une cotisation au plus tôt le 1^{er} avril de chaque année et au plus tard au moment de l'assemblée générale annuelle.
- 7.2 Le montant de cette cotisation est fixé par l'assemblée des membres.
Articles 7.1 et 7.2 modifiés le 21 octobre 2008
Article 8 retiré le 21 octobre 2008

Article 9 : Responsabilité des membres

- 9.1 Les membres s'engagent à toujours agir de manière non préjudiciable à la corporation, aux autres membres ou aux organismes représentés.
- 9.2 Il est du devoir des membres de participer aux différentes assemblées où leur présence est requise.

Article 10 : Rémunération et frais de représentation

- 10.1 Les membres de la corporation, à moins de détenir le statut d'employé permanent ou contractuel, ne sont pas rémunérés pour les services rendus au nom de la corporation ou pour elle.
- 10.2 Cependant, les frais encourus par les membres pour certains services rendus sont remboursés s'ils ont été préalablement approuvés par le conseil.

Article 11 : Démission

- 11.1 Tout membre peut démissionner de la corporation en donnant un avis écrit à cet effet au secrétaire de la corporation. Cette démission devient effective sur réception de l'avis.
- 11.2 Le non-paiement de la cotisation annuelle et/ou le non-renouvellement de son adhésion annuelle constitue une démission de fait. Celle-ci entre en vigueur au début de l'assemblée générale annuelle.
- 11.3 La démission d'un membre ne le libère pas du paiement de toute somme due à la corporation jusqu'au jour où telle démission entre en vigueur.
Article 11.2 modifié le 21 octobre 2008

Article 12 : Suspension/Expulsion

Un membre qui ne se conforme pas aux règlements de la corporation ou dont la conduite ou les activités sont considérées préjudiciables à la corporation, pourra être expulsé ou suspendu par le conseil par un vote d'au moins les deux tiers des administrateurs présents à une réunion du conseil convoqué à cette fin. La décision du conseil à cette fin est finale et sans appel. Cependant, avant de prononcer toute suspension ou expulsion du membre, le conseil doit :

- Aviser ce membre par lettre recommandée ou certifiée ou par tout autre mode de signification légalement reconnu de la date, de l'heure et de l'endroit de la réunion où doit être débattue la question;
- Donner au membre la possibilité de se faire entendre et de faire valoir ses moyens de défense.

CHAPITRE III : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 13 : La composition

L'assemblée générale annuelle ou spéciale se compose des membres de la corporation.

Article 14 : Les procédures de convocation

- 14.1 L'assemblée générale annuelle doit avoir lieu dans les cent vingt(120) jours de la fin de l'exercice financier de la corporation. Le conseil détermine la date ainsi que l'endroit et l'heure où aura lieu ladite assemblée générale;
- 14.2 Toute assemblée générale doit être convoquée au moyen d'un affichage dans le lieu principal d'activité de la corporation ou d'un avis écrit adressé aux membres ou remis de personne à personne. Un avis public peut s'ajouter aux moyens de convocation précédents. L'avis précise le jour, l'heure et l'endroit où sera tenue l'assemblée. L'ordre du jour doit être joint à l'avis de convocation et doit être signifié au moins dix(10) jours avant la tenue de ladite réunion.
- 14.3 Il sera loisible au conseil de convoquer toutes assemblées générales spéciales des membres. De plus, sur réception d'une demande écrite d'au moins 10% des membres spécifiant le but de l'assemblée, le conseil doit convoquer et tenir une assemblée générale spéciale dans les vingt et un(21) jours qui suivent. Dans le cas où le conseil ne rencontre pas l'échéance prévue, les membres pourront eux-mêmes convoquer cette assemblée. (Article 99 de la loi sur les compagnies).
- 14.4 L'avis de convocation d'une assemblée générale spéciale devra comporter la ou les raisons pour lesquelles l'assemblée est convoquée et les délibérations ne devront porter que sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.
- 14.5 L'omission accidentelle de faire parvenir l'avis de convocation d'une assemblée à un ou des membres ou la non-réception d'un avis par toute personne n'a pas pour effet d'invalider les résolutions adoptées à cette assemblée.
- 14.6 Il n'est pas nécessaire de donner un avis de convocation pour la reprise d'une assemblée ajournée.

Article 15 : Le quorum

Le quorum est constitué des membres réguliers présents.

Article 15 modifié le 21 octobre 2008

Article 16 : Le vote

- 16.1 À toute assemblée des membres, seuls les membres réguliers en règle auront droit au vote. Chaque membre aura droit à un seul vote et les votes par procuration ne seront pas valides.
- 16.2 Seuls les membres en règle présents décident des questions soumises au vote et ont un droit de vote.
- 16.3 Le vote doit être pris à main levée à moins que dix(10) % des membres présents demandent le scrutin secret ou le vote nominal.
- 16.4 Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents.
Articles 16.1 et 16.4 modifiés le 21 octobre 2008

Article 17 : L'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle

- 17.1 Sauf si le conseil décide d'ajouter des questions devant être soumises à l'assemblée, l'ordre du jour d'une assemblée générale annuelle peut contenir les points suivants :
- 1) Ouverture et nominations d'un président et d'un secrétaire d'assemblée
 - 2) Adoption de l'ordre du jour
 - 3) Appel des membres
 - 4) Régularisation de l'avis de convocation
 - 5) Lecture et adoption du procès-verbal de la dernière assemblée générale
 - 6) Rapport du président
 - 7) Rapport du secrétaire (s'il y a lieu)
 - 8) Rapport des comités (s'il y a lieu)
 - 9) Présentation et adoption des états financiers
 - 10) Nomination du vérificateur
 - 11) Ratification des modifications au règlement général (s'il y a lieu)
 - 12) Ratification des actes posés par les administrateurs en cours de mandat
 - 13) Nomination du président et du secrétaire de l'élection des membres du conseil
 - 14) Élection des membres du conseil
 - 15) Suspension de l'assemblée
 - 16) Présentation des officiers et allocutions du président
 - 17) Affaires nouvelles
 - 18) Levée de l'assemblée
- 17.2 L'assemblée choisit toute personne pour agir comme président ou secrétaire de l'assemblée.
Article 17.2 modifié le 21 octobre 2008

Article 18 : Les procédures d'élections

18.1 La présidence d'élections

- a) Au moment de l'élection, par voix de propositions, l'assemblée nomme une personne pour agir comme président d'élection.
- b) De la même manière, l'assemblée procède à la nomination d'un secrétaire d'élection.
- c) Le président voit à nommer des scrutateurs en nombre suffisant.
- d) Le président, le secrétaire ainsi que les scrutateurs assurent le bon fonctionnement de l'élection et n'ont pas droit de vote à l'élection.

18.2 Les élections

Avant le début des mises en candidatures, le président précise le nombre de postes à combler ;

- a) La mise en nomination se fait selon l'une ou l'autre des modalités suivantes :
 - Un membre peut poser lui-même sa candidature qui doit être appuyée par au moins deux membres présents de la corporation.
 - Tout membre présent peut proposer la candidature d'un autre membre. Celui-ci doit recevoir l'appui d'un troisième membre aussi présent. Dans ce dernier cas, la mise en candidature terminée, le président d'élection demande aux candidats, à partir du dernier proposé, s'ils acceptent d'être mis en nomination.
- b) Le président d'élection donne la liste des personnes qui ont accepté d'être mises en nomination.
- c) Lorsque qu'une seule personne est mise en nomination pour un poste à combler, elle est reconnue élue par acclamation.
- d) S'il y a plus d'une candidature pour un poste à combler et que les membres ont accepté leur mise en nomination, il doit y avoir un vote.
 - I. Des bulletins de votes sont préparés et remis à chaque membre de l'assemblée ayant droit de vote;
 - II. Après avoir distribué les bulletins de vote, le président d'élection donne à nouveau de façon claire, le nom de chacun des candidats. Les candidats pourront avoir droit à deux minutes d'allocution pour se présenter aux autres membres;
 - III. Le président d'élection répète le nombre de postes à être comblés, en demandant à chaque membre votant d'exprimer son choix en inscrivant le ou les noms des candidats qu'il choisit;
 - IV. En aucun cas, un bulletin de vote ne doit contenir plus de noms que le nombre de candidats à élire. Cependant, un bulletin peut contenir un nombre de noms inférieur au nombre de candidats à élire;
 - V. Les personnes ayant recueilli le plus grand nombre de vote sont élues;

- VI. Lorsqu'il y a égalité des voix entre deux ou plusieurs candidats et que cette réalité ne permet pas de déterminer tous les membres élus, le président d'élection demande un nouveau scrutin entre les candidats concernés;
- VII. Une fois le décompte fait, le président d'élection donne le nom des membres élus.
- e) Les membres élus sont alors invités à se retirer afin de nommer immédiatement les postes d'officiers.
- f) Le président d'élection devra obtenir de l'assemblée l'assentiment de détruire les bulletins de vote.

Articles 18.1, 18.2b modifié le 21 octobre 2008

Article 19 : Les fonctions et pouvoirs de l'assemblée générale annuelle

- a) reçoit les états financiers;
- b) nomination d'un expert-comptable;
- c) élection des administrateurs;
- d) ratifie les règlements généraux;
- e) reçoit les rapports annuels.

CHAPITRE IV : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 20 : La composition

- 20.1 Les affaires de la corporation sont administrées par un conseil d'administration qui est formé de cinq (5) administrateurs élus en assemblée générale. Trois (3) de ces administrateurs sont élus sur les postes désignés suivants : un sur le comité petite-enfance (0-5 ans), un sur le comité 6-12 ans et un sur le comité 12-25 ans.
- 20.2 Le conseil peut s'adjoindre un directeur général. Ce dernier est membre d'office du conseil mais n'a pas droit de vote.
Article 20.1 modifié le 21 octobre 2008

Article 21 : Éligibilité

Pour être éligible aux postes d'administrateurs, les candidats doivent se conformer aux exigences suivantes :

- 21.1 Être membre régulier en règle de l'organisme
- 21.2 Être présent à l'assemblée au moment de l'élection ou avoir signé par écrit un accord pour être candidat à l'élection
Article 21.1 modifié le 21 octobre 2008

Article 22 : Le mandat

- 22.1 La durée du mandat d'un administrateur est de deux (2) ans renouvelable. La première année, afin de permettre une rotation des administrateurs en élection, trois (3) administrateurs seront élus pour deux (2) ans et deux administrateurs pour un (1) an.
- 22.2 L'administrateur est en fonction à compter de son élection et le demeure jusqu'à l'expiration de son mandat ou jusqu'à ce que son successeur ait été nommé ou élu.
- 22.3 Tout administrateur nommé par cooptation sera en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle.
Article 22.1 modifié le 21 octobre 2008

Article 23 : Démission, destitution, vacances et remplacement

- 23.1 Tout administrateur peut démissionner du conseil en donnant un avis écrit au président. Cette démission devient effective après l'acceptation par le Conseil qui doit en prendre connaissance à sa première réunion régulière suivant la réception de l'avis.
- 23.2 Tout administrateur, qui ne se conforme pas aux règlements ou dont la conduite ou les activités sont considérées préjudiciables à la corporation, pourra être destitué de ses fonctions par les membres réunis en assemblée

générale spéciale telle que décrite aux articles 14.3 et 14.4 du présent règlement est alors applicable.

- 23.3 Advenant toute vacance au conseil, celui-ci déterminera le remplaçant par cooptation.
- 23.4 Tout administrateur absent à trois (3) réunions consécutives sans motif jugé valable par le conseil pourra être réputé avoir remis sa démission. La question sera soumise au conseil lors de sa réunion subséquente, et un avis écrit à cet effet devra être transmis à l'administrateur concerné.

Article 24 : La fréquence des réunions

Le conseil devra tenir un minimum de trois (3) réunions par année.

Article 25 : Le quorum

- 25.1 Un minimum de 50% plus un des administrateurs devra être requis à chaque réunion du conseil. Le quorum doit être maintenu pendant toute la réunion.
- 25.2 Lors de la reprise d'une réunion qui a été ajournée, le conseil peut valablement délibérer sur toute question non réglée lors de la réunion initiale pourvu qu'il y ait quorum. Les administrateurs constituant le quorum lors de la réunion initiale ne sont pas tenus de constituer le quorum lors de la reprise de la réunion. S'il n'y a pas quorum à la reprise de la réunion, la réunion est réputée avoir pris fin à la réunion précédente où l'ajournement fut décrété.

Article 26 : Procédures de convocation

- 26.1 Le secrétaire convoque les administrateurs sur demande du président ou de la majorité des administrateurs en envoyant, par courrier ordinaire, un avis indiquant la date, l'heure, l'endroit et l'Ordre du jour de la réunion.
- 26.2 L'avis de convocation doit être envoyé au moins cinq(5) jours avant la tenue de la réunion.
- 26.3 Un administrateur peut renoncer à l'avis de convocation en étant présent à la réunion ou en y consentant par écrit.
- 26.4 Le président d'une réunion du conseil peut avec le consentement de la majorité des administrateurs présents ajourner cette réunion à une autre date et un autre lieu sans qu'il ne soit nécessaire de donner un avis de convocation aux administrateurs.

Article 27 : Le vote

- 27.1 Chaque administrateur, y compris le président, a droit de vote à toutes les réunions du conseil.
- 27.2 À moins d'avis contraire selon le présent règlement ou selon la loi, toute question sera votée à la majorité simple des voix.

27.3 Article 27.2 modifié le 21 octobre 2008

Article 28 : La rémunération et frais de représentation

Les administrateurs ne sont pas rémunérés pour leurs services comme tel. Toutefois, tout administrateur peut se voir indemnisé de toutes dépenses encourues dans l'exercice de ses fonctions sur approbation du conseil.

Article 29 : Fonctions et pouvoirs

Le conseil exerce, entre autres, les fonctions suivantes :

- 29.1 Voir à ce que les buts et objectifs de la corporation soient atteints;
- 29.2 Administrer les affaires de la corporation;
- 29.3 Élire les officiers de la corporation;
- 29.4 Adopter un budget, voir à assurer les fonds nécessaires et prendre les moyens pour fournir les services requis aux membres;
- 29.5 Afficher le règlement général en vigueur afin de permettre aux membres de le consulter;
- 29.6 Le conseil a le pouvoir d'embaucher et de congédier tout membre du personnel au service de la corporation;
- 29.7 Chaque administrateur peut être désigné répondant d'un comité.
Article 29.7 ajouté le 21 octobre 2008

CHAPITRE V : LES OFFICIERS

Article 30 : Les officiers

Les officiers du conseil sont le président, le vice-président, le secrétaire, le trésorier. Les postes de secrétaire et de trésorier peuvent être occupés par la même personne.

Article 31 : L'élection

Les officiers sont élus par et parmi les membres du conseil lors de leur première réunion ou au cours d'une suspension de l'Assemblée générale annuelle.

Article 32 : Les fonctions et pouvoirs

32.1 Le président

- Il préside toutes les réunions du conseil et fait en sorte que les assemblées soient conduites selon les règles minimales de procédure ;
- Il veille à l'application des décisions du conseil ;
- Il est le porte-parole et représentant officiel de la corporation;
- Il établit les objectifs à atteindre au cours de l'année en collaboration avec les autres administrateurs ;
- Il supervise le travail des comités et s'assure que des rapports réguliers d'activités soient fournis au conseil (s'il y a lieu) ;
- Il signe tous les documents qui requièrent sa signature (procès-verbaux des réunions, chèques, documents officiels,,);
- Il rédige un rapport annuel présenté à l'assemblée générale annuelle (s'il y a lieu);
- Conjointement avec le secrétaire, il voit à la préparation de l'ordre du jour des réunions.

32.2 Le vice-président

- Il remplace le président en cas d'incapacité d'agir de ce dernier, exerçant toutes ses fonctions et pouvoirs;
- Il seconde le président dans ses charges;
- Il exerce toutes les autres fonctions qui lui sont attribuées par le conseil.

32.3 Le secrétaire

- Il a la garde des documents et registres de la corporation;
- Il agit comme secrétaire aux réunions du conseil et aux assemblées générales;
- Il rédige, classe et signe les procès-verbaux des réunions de la corporation;
- Il répond au courrier (correspondance)
- Il tient à jour la liste des membres de la corporation;

- Il prépare et fait circuler auprès des membres du conseil, toute la documentation susceptible de les aider à se prononcer et à prendre des décisions sur les questions figurant à l'ordre du jour;
- Il prépare l'ordre du jour des réunions, en collaboration avec le président, et envoie les avis de convocation;
- Il rédige un rapport annuel présenté à l'assemblée annuelle mentionnant le nombre de réunions tenues par la corporation et faisant état de la présence des administrateurs aux réunions;
- Toutes ou une partie des tâches énumérées ci-dessus peuvent être déléguées.

32.4 Le trésorier

- Il a la garde et la tenue des livres de comptabilité de la corporation;
- Il doit laisser examiner les livres de la corporation aux administrateurs;
- Il reçoit toutes les sommes d'argent et signe les reçus en conséquence;
- Il voit à la bonne gestion des dépenses approuvées par le Conseil d'administration et à ce titre émet et signe des chèques sur réception des factures;
- Il voit à la présentation d'un rapport des dépenses et recettes à chaque réunion du conseil;
- Il reçoit le paiement des cotisations d'affiliation des membres (s'il y a lieu);
- Il voit à la présentation d'un rapport des états financiers de la corporation à l'assemblée générale annuelle;
- Il soumet aux administrateurs le budget de la corporation de la prochaine année financière;
- Une partie de ces tâches peuvent être déléguées par le conseil.

CHAPITRE VI : LES COMITÉS

Article 33 : Comités

33.1 Comité ad hoc

L'assemblée des membres, générale ou régulière et le conseil peuvent en tout temps créer des comités ad hoc.

Ces comités relèvent de l'instance qui les a créés et doivent présenter un rapport de leurs actions à cette instance. À moins d'avis écrit, ils ne peuvent engager aucune dépense sans le consentement du conseil.

33.2 Comités permanents

La table de Concertation Jeunesse Bordeaux-Cartierville est formée de trois(3) comités permanents représentant des groupes d'âges différents :

- Comité Petite-Enfance (0-5ans)
- Comité 6-12 ans
- Comité 12-25 ans

Ces comités relèvent de l'instance qui les a créés et doivent présenter un rapport de leurs actions à cette instance. À moins d'avis écrit contraire, ils ne peuvent engager aucune dépense sans le consentement du conseil.

Article 33.2 modifié le 21 octobre 2008

Chapitre VII retiré le 21 octobre 2008

CHAPITRE VII

Retiré le 21 octobre 2008

CHAPITRE VIII : LES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 39 : Année financière

L'année financière de la corporation se termine le 31 mars de chaque année.

Article 40 : Vérificateur

- 40.1 Les livres financiers de la corporation doivent être vérifiés par un comptable agréé lorsque les revenus de subventions publiques dépassent 250,000\$;
- 40.2 Le vérificateur des comptes doit faire rapport aux membres de la corporation pour la période de son mandat; le rapport doit remplir les exigences formulées par la « Loi des compagnies du Québec ».
- 40.3 Sa rémunération est fixée par les membres ou par le conseil, si ce pouvoir lui est délégué par les membres. Aucun administrateur ou officier de la corporation de même que leur conjoint ou associé ne peuvent être nommés vérificateur.

Article 41 : Registre et livres de comptabilité

Le conseil fera tenir les livres et registres nécessaires à la comptabilité dans lesquels seront inscrits les fonds reçus et les fonds déboursés par la corporation, les biens et les dettes de la corporation, de même que toute autre transaction financière de la corporation.

Ces livres et registres financiers de même que les documents administratifs (lettres patentes, règlements, liste des membres, liste des administrateurs) seront tenus au siège social de la corporation ou à tout autre endroit déterminé par le conseil.

Article 42 : Effets bancaires

Les chèques, billets et autres effets bancaires seront signés par deux administrateurs, soit : le trésorier et le président. Une troisième personne sera désignée par le conseil d'administration pour signer les effets bancaires en cas d'incapacité du président ou du trésorier.

Article 43 : Contrats

Les contrats et autres documents requérant la signature de la corporation seront au préalable approuvés par le conseil et, sur telle approbation, seront signés par le président ou toute autre personne mandatée.

Article 44 : Les emprunts

Le Conseil peut faire des emprunts de deniers sur les crédits de la corporation et peut donner toute garantie permise par la Loi pour assurer le paiement de ces emprunts et autres obligations de la corporation.

CHAPITRE IX : LES DISPOSITONS FINALES

Article 45 : Les amendements et les modifications

- 45.1 Sauf lorsque la loi l'interdit, le conseil peut modifier le présent règlement de la corporation.
- 45.2 Ces modification seront en vigueur jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle, sauf si dans l'intervalle une assemblée générale spéciale les a ratifiées.
- 45.3 Si les modifications ne sont pas ratifiées à cette assemblée générale annuelle ou spéciale, elles cessent, mais de ce jour seulement, d'être en vigueur.
- 45.4 Toute proposition de modification des règlements généraux doit être jointe à l'avis de convocation de l'assemblée générale ou spéciale.

Article 45.4 ajouté le 21 octobre 2008

Article 46 : Dissolution

- 46.1 La corporation ne peut être dissoute que par vote d'approbation de 50% plus un des membres de la corporation réunis en assemblée convoquée à cette fin.
- 46.2 Si la dissolution est votée, le conseil devra remplir auprès des autorités publiques les formalités prévues par la loi et ses lettres patentes.
- 46.3 En cas de dissolution de la corporation ou de distribution des biens de la corporation, ces deniers seront dévolus à une organisation exerçant une activité analogue.

Adopté à Montréal, en ce 21^e jour du mois d'octobre 2008

Président : _____

Secrétaire : _____